Lettre ouverte au futur Président de la République

Au futur Président ou à la future Présidente de la République,

En mai 2026, le Conseil d'État donnait à l'État français six mois pour remédier aux dysfonctionnements qui privent des milliers de personnes étrangères d'un accès effectif à leurs droits.

Dans six mois, la France élira son prochain président ou sa prochaine présidente.

Entre ces deux échéances, une réalité est criante : des milliers de vies sont suspendues à des procédures administratives défaillantes. Alors qu'en avril le gouvernement annonçait un plan pour réduire de moitié les délais de traitement des titres de séjour, les préfectures comptent des centaines de milliers de dossiers en attente.

Des centaines de milliers de personnes étrangères en situation régulière qui vivent dans l'attente et la peur de perdre leur emploi, leur logement et leurs droits. Ces personnes travaillent, étudient, élèvent leurs enfants, créent, soignent, tissent des amitiés depuis parfois plus de trente ans. Pourtant, au quotidien, un rendez-vous toujours inaccessible, un dossier bloqué pendant des mois ou un titre de séjour expiré avant même d'arriver peut mettre en péril leur emploi, leur logement, leur avenir.

Le gouvernement actuel dispose encore de quelques mois pour agir.

Mais, à six mois de l'élection présidentielle, nous nous adressons également à vous, qui gouvernerez le pays en 2027.

- **Nous, personnes étrangères**, sommes épuisées par l'angoisse et le manque de stabilité dus à toutes ces procédures administratives pourtant effectuées en temps et en heure, les risques induits de perdre notre travail et donc notre logement, l'impossibilité que cela engendre de nous projeter dans l'avenir, créant un véritable obstacle à notre intégration à la société française.
- **Nous, employeurs de secteurs souvent essentiels**, perdons des salariés à cause de procédures dont personne ne maîtrise les délais. Nous n'avons pas la capacité de pérenniser des postes de salariés que nous estimons, en raison de la précarité de la durée de leurs titres de séjours.
- **Nous, professionnels des services publics**, subissons les conséquences du système de titres de séjours précaires dans nos administrations, nos hôpitaux, nos crèches et tribunaux.
- **Nous, associations, syndicats et avocats**, pallions chaque jour les conséquences d'un système qui fragilise des milliers de vies : exploitation au travail, santé mentale brisée, stress devant l'incertitude de l'aboutissement des démarches, cercle vicieux d'instabilité. Une souffrance pourtant évitable.
- **Nous, chercheurs et chercheuses**, observons les effets bien documentés d'une défaillance administrative qui alimente toujours plus la précarité plutôt qu'elle ne la résout. Nous alertons aussi sur l'écart croissant entre les réalités documentées et certaines représentations véhiculées dans le débat public.
- **Nous, artistes et acteurs du monde culturel**, savons ce que notre société perd lorsque des talents sont empêchés de travailler, créer ou simplement vivre sereinement. Et quand les cultures ne peuvent plus dialoguer. Empêcher ce dialogue, ou en restreindre les conditions, revient à appauvrir la création elle-même.

- **Nous, la société civile**, sommes aussi des voisins, des collègues, des amis, des parents d'élèves, solidaires. Nous sommes la société française.

Nous refusons que la réalité vécue par des centaines de milliers de personnes étrangères continue d'être éclipsée par des récits qui alimentent les peurs plutôt que les solutions. Des solutions existent.

Au futur Président ou à la future Présidente de la République,

Votre quinquennat peut mettre fin à cette précarité.

Nous vous demandons de faire le choix de la stabilité pour les personnes étrangères, du réalisme et du bien commun.

Signataires

Anne Savinel-Barras, présidente d'Amnesty International France – **Jean-Marc Ayrault**, président de la Fondation Jean-Jaurès, ancien Premier ministre – **Sophie Binet**, secrétaire générale de la CGT – **Marylise Léon**, secrétaire générale de la CFDT – **Zaef Maiga**, humoriste – **Benoît Hamon**, directeur général de SINGA Global et président d'ESS France – **Najat Vallaud-Belkacem**, présidente de France terre d'asile – **Youssouf Kamara**, président d'AMAL – **Mélissa Theuriau**, journaliste et productrice – **Guillaume Meurice**, humoriste – **François Héran**, démographe, Collège de France – **HK**, rappeur et chanteur – **Yasmine Riffi Tamsamani**, Ciéf (Collectif des intermittent·es étranger·es en France) – **Jean-François Corty**, président de Médecins du Monde – **Mauro Colagreco**, chef du restaurant Mirazur – **Lauren Bastide**, journaliste, autrice et podcasteuse – **Thierry Pech**, directeur général de Terra Nova Albert Moukheiber, docteur en neurosciences et psychologue clinicien – **Bilal Diakhate**, président du CIEL (Collectif pour l'insertion et l'émancipation des livreurs) – **Bruno Morel**, président d'Emmaüs France – **Didier Duriez**, président du Secours Catholique-Caritas France – **Sylvie Guillaume**, présidente de Forum Réfugiés – **Jean Marc Borello et Anne de Bayser**, co-présidents du Groupe SOS – **Guillaume Rossignol**, directeur de JRS France – **Camille Schmoll**, directrice d'études à l'EHESS – **Patricia Hyvernat**, présidente de Patrons solidaires – **Isabelle Richard**, présidente de la Fédération de l'entraide protestante – **Victor Sebag**, fondateur et directeur général de Ouihelp – **Alessandra Montagne Gomes**, cheffe de cuisine – Syndicat JACI (Justice Administrative Collective et Indépendante) – **Edouard Pick**, PDG de Clinitex – **Julie Ferrua et Murielle Guilbert**, co-déléguées générales de Solidaires – **Arnaud Bontemps**, fonctionnaire et co-porte-parole du collectif Nos services publics – **Mathieu Bellahsen**, psychiatre et lanceur d'alerte – **Jamal Ouazzani,** auteur, poète et militant des droits humains – **Nader S. Ayache**, réalisateur et chercheur en cinéma – **Serge Slama**, professeur de droit public, Université Grenoble-Alpes – **Sarah Cerange,** responsable plaidoyer et activisme, B Lab France – **Patrick Berdugo, Morade Zouine et Anaïs Place**, co-présidents de l'ADDE – **Julien Jourdan**, directeur général de la Fédésap – **Perin Emel Yavuz**, secrétaire générale de Désinfox-Migrations – **Nadine Camp et Matthieu Tardis**, cofondateurs de Synergies Migrations – **Lotfi Ouanezar**, directeur général d'Emmaüs Solidarité – **Christian Rollet**, président du Groupe Accueil & Solidarité – **Geneviève Jacques**, présidente de Femmes de la Terre – **Augustin Jaclin**, président de Lemon Tri – **Camille Teste**, journaliste et autrice – **Alexandre Bellity**, fondateur de Cleany – **Shreya Parikh**, Sciences Po Paris – **Marie-Yemta Moussanang**, podcast Afrotopiques – **Hicham**, travailleur étranger en France – **Deux agents des ministères sociaux**